

CONFERENCE DE PRESSE DE M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING EN ARABIE SAOUDITE, MARDI 25 JANVIER 1977

« POLITIQUE ÉTRANGÈRE » RELATIONS FRANCO - SAOUDIENNES « AVANT DE RÉPONDRE À DES QUESTIONS, JE VOUDRAIS D'ABORD VOUS PARLER DE CE VOYAGE QUI S'ACHEVE DANS LE ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE. VOUS SAVEZ QUE LA FRANCE ATTACHAIT UNE GRANDE IMPORTANCE À CE VOYAGE ET JE TIENS À DIRE QU'IL A PERMIS D'AFFIRMER ET DE DÉVELOPPER L'EXCELLENTE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE, MAIS AUSSI LA BONNE ENTENTE POLITIQUE ENTRE L'ARABIE SAOUDITE ET LA FRANCE. POURQUOI ATTACHONS-NOUS DE L'IMPORTANCE À CE VOYAGE ? C'EST EN RAISON DE LA PLACE PRISE PAR L'ARABIE SAOUDITE, SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE QUI TIENT À LA FOIS, ON LE SAIT, À L'IMPORTANCE DES RESSOURCES DONT DISPOSE CE PAYS MAIS QUI TIENT AUSSI, ON L'A VU, AU SENS DES RESPONSABILITÉS INTERNATIONALES QUI EST LE SIEN. ET, D'AUTRE PART, À CÔTÉ DE CES MOTIFS OBJECTIFS, IL EXISTE POUR LA FRANCE ET POUR L'ARABIE SAOUDITE UN INTÉRÊT RÉCIPROQUE ANCIEN ET TRADITIONNEL, PUISQUE JE RAPPELLE QUE MES PRÉDÉCESSEURS, LE GÉNÉRAL DE GAULLE ET LE PRÉSIDENT POMPIDOU, AVAIENT EU L'OCCASION, SOIT DE S'ENTRETIENIR AVEC LES DIRIGEANTS SAOUDIENS, SOIT DE LES RECEVOIR EN VISITE OFFICIELLE. ET JE RAPPELLE AUSSI QU'EN DEUX ANS, EN 1975 ET 1976, IL Y A EU SEPT VISITES DE MEMBRES DU GOUVERNEMENT SAOUDIEN EN FRANCE, ET SEPT VISITES DE MEMBRES DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS EN ARABIE SAOUDITE »

« POLITIQUE ÉTRANGÈRE » RELATIONS FRANCO - SAOUDIENNES « COMME IL ÉTAIT NATUREL, DANS UNE RENCONTRE DE CETTE NATURE, C'EST-À-DIRE DANS LA VISITE OFFICIELLE D'UN CHEF D'ÉTAT À UN AUTRE CHEF D'ÉTAT ET À SON GOUVERNEMENT, NOUS AVONS PASSÉ EN REVUE L'ENSEMBLE DES PROBLÈMES DU MONDE ACTUEL EN NOUS ATTACHANT PARTICULIÈREMENT À DEUX QUESTIONS : CELLE DE LA PAIX AU PROCHE-ORIENT ET CELLE DU PROGRÈS NÉCESSAIRE DE LA CONFÉRENCE NORD-SUD, ENTRE LES PAYS INDUSTRIALISÉS ET LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT. JE RAPPELLE QUE L'EXISTENCE DE CETTE CONFÉRENCE EST DUE À L'INITIATIVE CONJOINTE DE L'ARABIE SAOUDITE ET DE LA FRANCE. ENFIN, LES MINISTRES ET LES EXPERTS FRANÇAIS QUI M'ACCOMPAGNENT ONT PU AVOIR DES ENTRETIENS TRÈS UTILES AVEC LEURS HOMOLOGUES SAOUDIENS, CE QUI NOUS A PERMIS DE FAIRE LE POINT DES RELATIONS ÉCONOMIQUES. JE RÉPONDRAI LE CAS ÉCHÉANT À DES QUESTIONS SUR CE SUJET. MAIS J'INDIQUE DES MAINTENANT QUE 1976 « DATE » AURA ÉTÉ L'ANNÉE DU DÉCOLLAGE DES RELATIONS ÉCONOMIQUES FRANCO - SAOUDIENNES AVEC UN NIVEAU JAMAIS ATTEINT, ET DE LOIN, DANS LE PASSÉ. QUANT AUX PERSPECTIVES DE 1977, JE PEUX VOUS DIRE, AU TERME DE MES ENTRETIENS, QU'ELLES PERMETTENT D'ESPÉRER DES RÉSULTATS SUPÉRIEURS À CEUX DE 1976. VOICI DONC LES LIGNES GÉNÉRALES DE CE QUE JE VOULAIS VOUS DIRE. ET MAINTENANT, JE RÉPONDRAI À VOS QUESTIONS »

« POLITIQUE ÉTRANGÈRE » RELATIONS FRANCO - SAOUDIENNES « QUESTION.- SUR LES VENTES D'ARMES. LE PRÉSIDENT.- À L'OCCASION DE CE VOYAGE, IL N'A PAS ÉTÉ QUESTION DE VOUS L'INDIQUER, DU PROBLÈME DES VENTES D'ARMES À L'ARABIE SAOUDITE. CES QUESTIONS N'ONT PAS ÉTÉ POSÉES, POUR UNE RAISON SIMPLE, C'EST QU'IL Y A EU RÉCEMMENT DES ÉCHANGES DE VUES À CE SUJET ET NOTAMMENT NOTRE MINISTRE DE LA DÉFENSE S'EST RENDU EN ARABIE SAOUDITE, À L'INVITATION DE SON

COLLEGE SAOUDIEN, QUI LUI-MEME D'AILLEURS AVAIT RENDU VISITE A LA FRANCE. JE NE CROIS PAS QUE VOTRE DESCRIPTION SOIT EXACTE. IL N'Y A PAS UN DESIR DES AUTORITES SAUDIENNES D'ACQUERIR LA TOTALITE DE LEUR MATERIEL D'ARMEMENT EN FRANCE ET, A MA CONNAISSANCE, CE PAYS S'APPROVISIONNE AU CONTRAIRE DANS D'AUTRES PAYS QUE LE NOTRE. NOUS AVONS APORTE, EN EFFET, UNE CONTRIBUTION A CERTAINES DES DEMANDES PRESENTEES PAR L'ARABIE SAOUDITE, MAIS JE CROIS QUE LA POLITIQUE DE CE PAYS RESTE CELLE DE LA DIVERSIFICATION DE SES SOURCES D'ACHAT

QUESTION.- SUR LA QUESTION DU VETO. LE PRESIDENT.- JE VAIS VOUS REpondRE SUR CETTE QUESTION DU VETO. LE DROIT DE VETO FIGURE EN EFFET DANS LA CHARTE DES NATIONS-UNIES. C'EST UN VETO QUI S'EXERCE AU-SEIN DU CONSEIL DE SECURITE ET NON PAS SUR LES PROJETS DE RESOLUTION DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS-UNIES. CE DROIT A ETE IMAGINE AU LENDEMAIN DE LA GUERRE POUR DES RAISONS DE FAIT, A SAVOIR LA CONSTATATION QUE LES GRANDES PUISSANCES DE L'EPOQUE (QUI ETAIENT, VOUS VOUS EN SOUVENEZ, LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE, L'UNION SOVIETIQUE, LA CHINE, A L'EPOQUE NATIONALISTE 'FORMOSE', LA GRANDE-BRETAGNE ET LA FRANCE) ETAIENT DES PAYS QUI N'AURAIENT PAS ACCEPTE D'APPLIQUER UNE DECISION QU'ILS AURAIENT ESTIMEE CONTRAIRE A CERTAINES EXIGENCES FONDAMENTALES DE LEUR SECURITE OU DE LEUR POLITIQUE. C'ETAIT DONC POUR EVITER QUE L'ORGANISATION DES NATIONS-UNIES SE TROUVAT PLACEE DANS DES SITUATIONS D'IMPASSE. A L'HEURE ACTUELLE, ETANT DONNE LA SITUATION GENERALE DANS LE MONDE, IL EST EVIDENT QUE CERTAINES DE CES PUISSANCES REAGIRAIENT VIVEMENT SI ELLES AVAIENT A APPLIQUER DES DECISIONS DES NATIONS-UNIES, QU'ELLES JUGERAIENT CONTRAIRES AUX INTERETS FONDAMENTAUX DE LEUR POLITIQUE. ON PEUT LE REGRETTER, MAIS C'EST UNE CONSTATATION OBJECTIVE. DONC, JE NE CROIS PAS QUE SOIENT ACTUELLEMENT REUNIES LES CIRCONSTANCES QUI PERMETTRAIENT LA DISPARITION DE L'EXERCICE DE CE DROIT DE VETO. SINON ON RISQUE, AUX NATIONS-UNIES, OU EN TOUT CAS AU CONSEIL DE SECURITE, DE SE TROUVER DANS L'IMPASSE. EN CE QUI CONCERNE L'EXERCICE DU DROIT DE VETO, ON PEUT CONSTATER L'EXTREME MODERATION AVEC LAQUELLE LA FRANCE EN FAIT USAGE. ET ELLE N'EN FAIT USAGE QUE LORSQU'IL S'AGIT A SES YEUX DE QUESTIONS DE PRINCIPE, C'EST-A-DIRE LORSQUE TELLE OU TELLE RECOMMANDATION VA A L'ENCONTRE DES REGLES MEMES QUI SONT A L'ORIGINE DU FONCTIONNEMENT DES NATIONS-UNIES

QUESTION.- ... SUR LA COOPERATION NUCLEAIRE. LE PRESIDENT.- LA FRANCE ACHETE DU PETROLE A L'ARABIE SAOUDITE, CE N'EST PAS UN PRIVILEGE, C'EST UNE OPERATION COMMERCIALE. IL N'Y A DONC PAS _LIEU DE SE PLACER DANS UN ESPRIT DE "TROC". L'ARABIE SAOUDITE, NE PREVOIT PAS, DANS LE PLAN QUI NOUS A ETE PRESENTE DE PROJET DE DEVELOPPEMENT DES SOURCES D'ENERGIE NUCLEAIRE. ON LE COMPREND PARFAITEMENT, ETANT DONNE L'IMMENSITE DES RESSOURCES ENERGETIQUES DE L'ARABIE SAOUDITE ET LA DISPROPORTION QUI EXISTE ENTRE CES RESSOURCES ET LA CONSOMMATION INTERIEURE D'ENERGIE PREVISIBLE JUSQU'A LA FIN DE CE SIECLE. PAR CONTRE, L'ARABIE SAOUDITE A LE DESIR DE S'INITIER A LA TECHNOLOGIE NUCLEAIRE, ETANT DONNE QUE CETTE TECHNOLOGIE VA ETRE CERTAINEMENT UNE DE CELLES QUI VEUT SE DEVELOPPER DANS LE MONDE INDUSTRIEL D'ICI A LA FIN DE CE SIECLE ET DE CE MILLENAIRE. C'EST POURQUOI IL EST PREVU ENTRE L'ARABIE SAOUDITE ET LA FRANCE, UNE COOPERATION QUI A POUR OBJET LE DEVELOPPEMENT DE L'ETUDE DE LA TECHNOLOGIE NUCLEAIRE EN ARABIE SAOUDITE. A CET EGARD, LE COMMUNIQUE QUI SERA PUBLIE FAIT _ETAT DE L'INTENTION DES AUTORITES SAUDIENNES DE CONFIER A LA FRANCE LE SOIN DE DEVELOPPER LES INSTALLATIONS DE BASE DE CETTE TECHNOLOGIE

QUESTION.- MANSOUR

POLITIQUE ETRANGERE - RELATIONS FRANCO - SAUDIENNES - QUESTION SUR LE PRIX DU PETROLE
LE PRESIDENT, APRES L'ACCORD SIGNE PAR LA FRANCE ET L'ARABIE SAOUDITE, POUVEZ-VOUS NOUS DIRE A QUEL PRIX LA FRANCE VA ACHETER CE PETROLE ? LE PRESIDENT.- VOLONTIERS, DISONS UN MOT DE CES QUESTIONS PETROLIERES. JE DIRAIS, D'ABORD ET LE COMMUNIQUE LE REFLETERA, QUE LA FRANCE APPRECIE LA MODERATION DONT A FAIT PREUVE LE GOUVERNEMENT DE L'ARABIE SAOUDITE LORS DE LA DERNIERE FIXATION DU PRIX DU PETROLE. NOUS ESTIMONS QUE CETTE MODERATION TIENT A UNE JUSTE APPRECIATION DES REALITES ECONOMIQUES INTERNATIONALES, ET EN-PARTICULIER DE L'INTERET QU'IL Y A POUR LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE A EVITER TOUT CE QUI POURRAIT SOIT ACCROITRE LE RYTHME D'INFLATION MONDIALE, SOIT ACCENTUER LA CRISE QUE TRAVERSE A L'HEURE ACTUELLE L'ECONOMIE DU MONDE. LA FRANCE A RENOUVELE LE CONTRAT QUE NOUS AVIONS AVEC L'ARABIE SAOUDITE, CONCERNANT LES ACHATS DE PETROLE DANS CE PAYS. C'ETAIT UN CONTRAT DE TROIS ANS, QUI PORTAIT SUCCESSIVEMENT SUR 5 MILLIONS ET DEMI DE TONNES EN 1974 `DATE`, 9 MILLIONS EN 1975, ET 11,8 MILLIONS EN 1976. CE QUI A ETE SIGNE HIER, ET ANNONCE, C'EST LE RENOUVELLEMENT DE CE CONTRAT POUR TROIS ANS AU NIVEAU QUI A ETE ATTEINT EN 1976, C'EST-A-DIRE AU NIVEAU DE 12 MILLIONS DE TONNES PAR AN, CE QUI REPRESENTE DONC 36 MILLIONS DE TONNES POUR LA PERIODE. CE PETROLE SERA ACHETE PAR LA FRANCE A L'ARABIE SAOUDITE, PAR L'INTERMEDIAIRE DE PETROMIN AU NIVEAU DE PRIX QUI A ETE ANNONCE PAR L'ARABIE SAOUDITE, C'EST-A-DIRE COMPTE_TENU DE LA HAUSSE DE 5 % QUI S'APPLIQUE A-PARTIR DU 1ER JANVIER `DATE`

POLITIQUE ETRANGERE - RELATIONS FRANCO - SAUDIENNES - JE VOUS INDIQUE QUE LE GOUVERNEMENT FRANCAIS PRENDRA LES DISPOSITIONS NECESSAIRES POUR QUE LA MODERATION DES PRIX QUI A ETE DECIDEE PAR LES AUTORITES SAUDIENNES SE RETROUVE BIEN ENTENDU, AU NIVEAU DES PRIX PAYES PAR LES CONSOMMATEURS OU LES UTILISATEURS. CAR NOUS SOMMES ENGAGES DANS UN PROGRAMME DE LUTTE CONTRE L'INFLATION ET NOUS APPRECIONS LA MODERATION DES DECISIONS SAUDIENNES DANS LA PERSPECTIVE DE CETTE LUTTE CONTRE L'INFLATION & IL EST DONC IMPORTANT QUE CE SOIT LE CONSOMMATEUR FINAL, QU'IL S'AGISSE DU CONSOMMATEUR PRIVE OU DU CONSOMMATEUR INDUSTRIEL, QUI BENEFICIE DE CETTE MODERATION DES PRIX. C'EST DONC AINSI QUE SERA CONDUITE POUR 1977, LA POLITIQUE DU PRIX DU PETROLE EN FRANCE. LE PRIX QUI EST CONVENU, C'EST LE PRIX DE VENTE TEL QU'IL EST FIXE PAR LES AUTORITES SAUDIENNES ET QUI A PRIS EFFET LE 1ER JANVIER DERNIER `1977` `DATE`. LES AUTORITES SAUDIENNES N'ONT PAS FIXE D'AUTRES ECHEANCES, ET LE PRIX QUI SERA PAYE SERA LE PRIX FIXE PAR LES AUTORITES SAUDIENNES. IL N'Y A DONC PAS DE HAUSSE PREVUE MAIS NATURELLEMENT, SI IL Y AVAIT DES DECISIONS SAUDIENNES, ELLES AFFECTERAIENT LE PRIX DU PETROLE

POLITIQUE ETRANGERE - RELATIONS FRANCO - SAUDIENNES - QUESTION SUR LES TRANSFERTS DE TECHNOLOGIE. LE PRESIDENT.- LA FRANCE EST DISPOSEE A EFFECTUER CES TRANSFERTS DE TECHNOLOGIE. D'AILLEURS VOUS SAVEZ QUE L'UN DES OBJECTIFS CONCRETS DE CE QUE L'ON APPELLE LE DIALOGUE EURO - ARABE, DONT LA FRANCE EST PARTISANE, C'EST DE FAIRE EN SORTE QU'IL PUISSE Y AVOIR DES TRANSFERTS DE TECHNOLOGIE. ET LE CAS QUE JE CITAIS TOUT A L'HEURE EN REPONSE A UNE QUESTION, C'EST PRECISEMENT UN TRANSFERT DE TECHNOLOGIE NUCLEAIRE, ET JE LE PRECISE, UN TRANSFERT DE TECHNOLOGIE NUCLEAIRE A USAGE PACIFIQUE. NATURELLEMENT, CES DISPOSITIONS FIGURENT DANS NOTRE TEXTE ET Y FIGURENT AVEC L'ACCORD EXPLICITE DES AUTORITES SAUDIENNES. ET NOUS PENSONS QUE DANS UN GRAND NOMBRE DE DOMAINES DE COOPERATION, IL DOIT Y AVOIR TRANSFERT DE TECHNOLOGIE. JE VOUS INDIQUE PAR EXEMPLE QUE LE PLUS GRAND CONTRAT QUI A ETE SIGNE CETTE ANNEE ET QUI A PORTE SUR 4 MILLIARDS DE FRANCS, EST UN CONTRAT QUI CONCERNE LE DEVELOPPEMENT DE LA TELEVISION EN ARABIE SAOUDITE.

DES DISPOSITIONS ONT ETE PRISES AU-COURS DES DERNIERS JOURS POUR LEVER QUELQUES DIFFICULTES OU OBSTACLES QUI SUBSISTAIENT DANS L'APPLICATION DE CE CONTRAT. AINSI L'ARABIE SAOUDITE, AURA, DU POINT_DE_VUE DE LA TECHNOLOGIE DE LA TELEVISION, LES INSTALLATIONS ET LES INSTRUMENTS LES PLUS AVANCES QUI SOIENT. DE MEME EN-MATIERE DE TELECOMMUNICATION, VOUS SAVEZ QUE NOUS SOMMES INTERESSES A UN CERTAIN NOMBRE D'OPERATIONS DE TELECOMMUNICATION PAR LES MOYENS LES PLUS MODERNES ENTRE L'ARABIE SAOUDITE ET L'EUROPE OCCIDENTALE. DONC IL Y A BIEN VOLONTE D'ASSURER UN TRANSFERT DE TECHNOLOGIE, MAIS JE LE PRECISE, UN TRANSFERT DE TECHNOLOGIE PACIFIQUE

QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, LE JOUR DE VOTRE ARRIVEE, LA PRESSE SAOUDIENNE A DIT QUE SUR LE PROCHE-ORIENT VOUS PRENDRIEZ AVEC L'ARABIE SAOUDITE DES DECISIONS SPECTACULAIRES. C'EST LA PRESSE SAOUDIENNE QUI LE DISAIT. PEUT-ON SAVOIR QUEL A ETE LE CONTENU DE VOS DISCUSSIONS SUR CE SUJET, ET SI VOUS AVEZ PRIS UNE INITIATIVE FRANCO - SAOUDIENNE ? LE PRESIDENT.- ALORS, PREMIERE QUESTION, L'_ETAT DES RELATIONS ECONOMIQUES FRANCO - SAOUDIENNES. JE VOUS REPONDS POUR LA PRESSE SAOUDIENNE, MAIS JE REPONDS AUSSI POUR LA PRESSE FRANCAISE, QUI S'INTERESSE BEAUCOUP A CE PROBLEME. ET POUR CE QUI EST DE LA PRESSE FRANCAISE JE VOUDRAIS SI VOUS VOULEZ, DISSIPER UNE INTERPRETATION QUI AVAIT ETE DONNEE DANS LE PASSE, A MON AVIS FACHEUSEMENT, AUX VISITES OFFICIELLES DES CHEFS_D_ETAT FRANCAIS. LORSQUE NOUS NOUS RENDONS DANS UN PAYS AMI, CE N'EST PAS POUR Y ACCOMPLIR LA TACHE QUI EST NORMALEMENT LA TACHE DES MEMBRES DU GOUVERNEMENT, OU DES ENTREPRISES. SIGNER DES CONTRATS C'EST POUR LA FRANCE, LA RESPONSABILITE DE MEMBRES DU GOUVERNEMENT OU D'ENTREPRISES QUI CONTRACTENT. LE ROLE DU CHEF_DE_L_ETAT EST D'ASSURER LE DEVELOPPEMENT D'ENSEMBLE DES RELATIONS AVEC UN PAYS. NATURELLEMENT, CE DEVELOPPEMENT S'ACCOMPAGNE D'UN CLIMAT PLUS FAVORABLE POUR LA REALISATION ENSUITE DES OPERATIONS PARTICULIERES. ET D'AILLEURS, JE SUIS PERSUADE QUE NOS PARTENAIRES SAOUDIENS NE S'ATTENDENT PAS A CE QUE LEUR PROPRE CHEF_D_ETAT, LEUR SOUVERAIN, LE ROI KHALED INTERVienne DANS LA SIGNATURE OU LA DECISION D'UN CONTRAT PARTICULIER. QUE PEUT-ON DONC DIRE A CET EGARD ? ET BIEN JE DIRAIS QUE DANS LE PASSE, IL Y AVAIT LES VOYAGES MAIS IL N'Y AVAIT PAS DE CONTRAT. J'AI SOUS LES YEUX LES CHIFFRES DES ANNEES 1973, 1974, LES CONTRATS QUI ONT ETE PASSES EN ARABIE SAOUDITE POUR LA FRANCE REPRESENTAIENT 43 MILLIONS DE FRANCS EN 1973 `DATE`, ET REPRESENTAIENT, EN 1974, 114 MILLIONS DE FRANCS. EN 1975, IL Y A EU UN LEGER PROGRES : 670 MILLIONS DE FRANCS, ALORS QUE LA MEME ANNEE, NOUS IMPORTIONS POUR 13 MILLIARDS 500 MILLIONS DE FRANCS DE PETROLE SAOUDIEN. C'EST DONC 1976, QUI N'A PAS ETE UNE ANNEE DE VOYAGE MAIS UNE ANNEE DE TRAVAIL, QUI A MARQUE LE DECOLLAGES DE NOS RELATIONS ECONOMIQUES, PUISQUE NOUS AVONS SIGNE EN 1976 POUR 8 MILLIARDS 800 MILLIONS DE CONTRATS DANS LES BRANCHES LES PLUS VARIEES DE NOTRE ACTIVITE ECONOMIQUE ET TECHNIQUE. JE N'ENTRERAI PAS DANS LA LONGUE DESCRIPTION DE CES CONTRATS

QUESTION.- QU'EST-CE QUI A ETE DECIDE, NON PAS PAR NOUS MEMES, MAIS DIRAIS-JE A L'OCCASION DE CE VOYAGE ? C'EST D'ABORD QU'UN CERTAIN NOMBRE DE NEGOCIATIONS QUI ETAIENT EN-COURS ONT ETE CONCLUES. J'AI RAPPELE TOUT A L'HEURE LES NEGOCIATIONS SUR LE PETROLE, ET DONC LA CONFIRMATION POUR TROIS ANS `DUREE` DU CONTRAT DE FOURNITURE PAR L'ARABIE SAOUDITE DE PETROLE VERS LA FRANCE. LES CHIFFRES INDIQUES NE REPRESENTENT QU'UNE PARTIE DE NOS ACHATS DE PETROLE EN ARABIE SAOUDITE, PARCE QUE, A COTE DE CE CONTRAT QUI LIE PETROMIN AUX DEUX COMPAGNIES FRANCAISES, A MOITIE POUR CHACUNE D'ELLES, IL Y A LES ACHATS

DIRECTS QUE FONT LES RAFFINEURS FRANCAIS EN ARABIE SAOUDITE, ET QUI PORTENT LE TOTAL DE NOS ACHATS DE PETROLE SAOUDIEN AU-COURS DE L'ANNEE DERNIERE A UNE QUANTITE QUI EST DE L'ORDRE DE 44 MILLIONS DE TONNES. NOUS SOMMES AINSI - VOUS LE SAVEZ - LE DEUXIEME CLIENT DE L'ARABIE SAOUDITE AU POINT_DE_VUE DE SES ACHATS DE PETROLE ET LES PERSPECTIVES DE 1977 `DATE` MONTRENT QUE CE CHIFFRE, DOIT NORMALEMENT S'ACCROITRE. D'AUTRE_PART, UNE DECISION DE PRINCIPE A ETE PRISE : CELLE DE CONFIER A LA FRANCE LA REALISATION DU CENTRE DE RECHERCHE NUCLEAIRE, CE QUI REPRESENTE UNE OPERATION, JE VOUS L'INDIQUE, DE GRANDE IMPORTANCE

`POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - SAUDIENNES ` AU POINT_DE_VUE DU DEVELOPPEMENT DU LOGEMENT EN ARABIE SAOUDITE, CONSIDERE PAR LE PLAN COMME UNE DES GRANDES PRIORITES NATIONALES PARCE QUE LE PROBLEME DU LOGEMENT EST CONSIDERE COMME GENERATEUR D'INFLATION, TROIS CONTRATS SONT ACTUELLEMENT EN_VOIE D'APPROBATION QUI PORTENT SUR DES CONSTRUCTIONS DE LOGEMENTS POUR UN TOTAL D'ENVIRON 3 MILLIARDS ET DEMI DE FRANCS.

D'AUTRE_PART, POUR MONTRER QUE NOS RELATIONS AVEC L'ARABIE SAOUDITE NE SONT PAS UNIQUEMENT ECONOMIQUES, MAIS QU'ELLES VONT AU_DELA, NOUS AVONS CONFIRME LA DECISION DE CREER EN FRANCE UN INSTITUT D'ETUDES DES CIVILISATIONS ISLAMIQUES ET ARABES, INSTITUT DE HAUT NIVEAU QUI DEVRAIT ETRE LE LIEU DE RENCONTRE ET D'ECHANGE DES CIVILISATIONS ISLAMIQUES ET ARABES ET EUROPEENNES. UNE REUNION DES PRINCIPAUX INTERESSES POUR LA MISE EN_OEUVRE DE CE TRES IMPORTANT PROJET AURA _LIEU A PARIS AVANT L'ETE PROCHAIN. ENFIN, IL EXISTE DES PERSPECTIVES QUI SERONT DECRITES DANS LE COMMUNIQUE ET QUI INTERESSENT UN GRAND NOMBRE DE SECTEURS DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE. SANS VOULOIR ENTRER DANS TOUS LEURS DETAILS, JE VOUS INDIQUE QUE LE CHIFFRE DE 8 MILLIARDS 800 MILLIONS DE FRANCS, QUI ETAIT CELUI DE L'ANNEE 1976, DOIT ETRE DEPASSE POUR 1977 `DATE`

`POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - SAUDIENNES ` VOUS M'AVEZ POSE UNE QUESTION SUR NOS CONVERSATIONS A PROPOS DE LA PAIX AU PROCHE-ORIENT. C'EST EVIDEMMENT UNE QUESTION FONDAMENTALE, ET JE VOUS REMERCIE DE L'AVOIR POSEE. IL ETAIT NATUREL, JE DIRAIS MEME IL ETAIT INDISPENSABLE QUE, NOUS RENCONTRANT, NOUS EXAMINIONS ENSEMBLE LES PERSPECTIVES DE LA PAIX AU PROCHE-ORIENT. NOUS INDIQUERONS DANS NOTRE COMMUNIQUE LE SENTIMENT COMMUN QUE NOUS AVONS SUR LA NECESSITE D'ACCOMPLIR EN 1977 UN EFFORT POUR ABOUTIR A UNE SITUATION DE PAIX AU PROCHE-ORIENT, ET NOUS NOTONS D'AILLEURS QU'UNE CERTAINE EVOLUTION PERMET DE CONSIDERER QUE LES CHANCES D'ABOUTIR DE CET EFFORT SONT PLUS GRANDES EN 1977 `DATE`, QU'ELLES NE L'ONT ETE DANS AUCUNE PERIODE ANTERIEURE. VOUS AVEZ PARLE DE DECISIONS. IL N'APPARTIENT PAS EVIDEMMENT A L'ARABIE SAOUDITE ET A LA FRANCE DE REGLER PAR LEURS DECISIONS LE PROBLEME DE LA PAIX AU PROCHE-ORIENT. CE PROBLEME INTERESSE LES PARTIES EN_CAUSE, ET L'ON NE PEUT PAS IMAGINER DE SOLUTIONS QUI NE SOIENT PAS NEGOCIEES ET APPROUVEES DIRECTEMENT PAR CELLES-CI. NOUS AVONS DONC ECHANGE, JE DIRAIS DE FACON TRES APPROFONDIE, NOS REFLEXIONS SUR LE FOND DU PROBLEME, ET SUR LES DIFFERENTES APPROCHES QUI PEUVENT ETRE ENVISAGEES POUR LES DIFFICULTES QUE L'ON CONNAIT. ET JE PEUX VOUS DIRE, QUE NOUS AVONS, A CET EGARD, JE DIRAIS, BENEFICIE DES INDICATIONS QUI NOUS ONT ETE DONNEES PAR NOS INTERLOCUTEURS. ET JE CROIS QUE NOUS AVONS PU APPORTER DE NOTRE COTE CERTAINS ECLAIRAGES POSITIFS. CE NE SERAIT PAS RENDRE SERVICE A LA RECHERCHE DE LA SOLUTION DE PAIX, QUE DE VOULOIR DECIDER DE FACON BILATERALE, DES FORMULES DE PROPOSITIONS QUI PEUVENT ETRE FAITES PAR TEL OU TEL PAYS QUI SOUHAITE CONCOURIR A CET EFFORT DE PAIX. MAIS JE VOUS INDIQUE QU'A LA FOIS SUR-LE-PLAN DE LA RECHERCHE DES FORMULES ET SUR-LE-PLAN DE LA

PROCEDURE, NOUS AVONS POURSUIVI TRES LOIN NOS CONVERSATIONS
` POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - SAUDIENNES ` VOUS ME POSEREZ
SANS DOUTE LA QUESTION DE SAVOIR SI NOUS AVONS PARLE DE LA REUNION ET DE
L'UTILITE DE LA REUNION DE LA CONFERENCE DE GENEVE. NOUS EN AVONS PARLE. ET
MON SENTIMENT, QUI EST AUSSI CELUI QUE NOUS AVONS RENCONTRE CHEZ NOS
INTERLOCUTEURS SAUDIENS, C'EST QUE LE PROBLEME A L'HEURE ACTUELLE EST
PLUTOT DE CONCENTRER L'EFFORT SUR LA PREPARATION DE CE QUE DEVRAIT ETRE LE
FONDS DU DEBAT A CETTE CONFERENCE, PLUTOT QUE SUR DES PROBLEMES DE
PROCEDURE TENANT A SA CONVOCATION OU A SA REUNION. NOUS NE PENSONS PAS
QU'UN DEBAT PUBLIC ET TOURMENTE SOIT DE _NATURE A FAVORISER LA RECHERCHE
DES SOLUTIONS SUR LES POINTS EN DISCUSSION ET NOUS PENSONS QU'A L'HEURE
ACTUELLE, C'EST BEAUCOUP PLUS PAR DES CONTACTS BILATERAUX NOMBREUX QUE
L'ON PEUT DEGAGER LES PROPOSITIONS QUI DEVRAIENT ETRE LE MOMENT VENU PRISES
EN CONSIDERATION ET APPROUVEES PAR LA CONFERENCE DE GENEVE. DONC NOUS
SOMMES FAVORABLES A UNE PREPARATION SOIGNEUSE DU FOND DU DOSSIER PLUTOT
QU'A UNE REUNION, JE DIRAIS ANTICIPEE, DE CETTE CONFERENCE DE GENEVE
` POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - SAUDIENNES ` JE VOUDRAIS ENFIN
DIRE ICI MA CONVICTION PROFONDE QUE, QUELS QUE SOIENT LES OBSTACLES QUI
EXISTENT SUR LE CHEMIN DE LA PAIX - ET IL N'EST PAS DOUTEUX QUE CES OBSTACLES
EXISTENT - SI, COMME NOUS EN AVONS LE FERME ESPOIR, UNE SITUATION DE PAIX
POUVAIT ETRE ETABLIE DANS CETTE REGION DU MONDE, LES CONDITIONS GENERALES
DE LA VIE Y SERAIENT TRANSFORMEES. CAR IL APPARAITRAIT AUX YEUX DE TOUS QUE
CETTE REGION DU MONDE EST UNE DE CELLES QUI DISPOSENT DES RESSOURCES LES
PLUS IMPORTANTES OUVRANT CERTAINEMENT LA VOIE A TOUTE SORTE DE
DEVELOPPEMENT ET DE COOPERATION £ ET QUE D'AUTRE _PART, POURRAIT S'ETABLIR
ENTRE LES PAYS DE LA REGION LA RECHERCHE PRECISEMENT D'UN CERTAIN NOMBRE
DE SOLUTIONS COMMUNES AUX PROBLEMES QUI INTERESSENT L'ENSEMBLE DE LA
REGION. IL EXISTERAIT, J'EN SUIS PERSUADE, UNE PROFONDE DYNAMIQUE DE LA PAIX,
SI CELLE-CI POUVAIT ETRE ETABLIE DANS LA REGION. C'EST POURQUOI IL NE FAUT PAS
VOIR QUE LES OBSTACLES, IL FAUT VOIR L'ENJEU ET JE CROIS QUE L'ENJEU DE LA PAIX,
S'IL POUVAIT ETRE ATTEINT, LE SERAIT AU BENEFICE DE TOUS
` POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - SAUDIENNES ` PAIX AU PROCHE-
ORIENT ` QUESTION SUR LE MEME SUJET. LE PRESIDENT.- ALORS, DEUX CHOSES SUR CE
SUJET, PREMIEREMENT, JE VOUS L'AI DIT, NOUS SOMMES PARTISANS D'UNE
PREPARATION SOIGNEUSE DE LA SUBSTANCE DU DOSSIER. JE NE CROIS PAS QU'IL
FAILLE, A L'HEURE ACTUELLE, SE CONCENTRER SUR LES PROBLEMES DE PROCEDURE,
AUSSI IMPORTANTS SOIENT-ILS, MAIS BEAUCOUP PLUS SUR LE FOND DU DOSSIER. EST-
CE QU'IL Y A DES APPROCHES NOUVELLES, DES FORMULES QUI PEUVENT ETRE
RECHERCHEES POUR LES QUELQUES PROBLEMES QUE CHACUN CONNAIT BIEN, ET QUI
DEVRAIENT ETRE TRAITES PAR CETTE CONFERENCE ? AU-COURS DES PROCHAINES
SEMAINES ET DES PROCHAINS MOIS OU L'ACTIVITE POLITIQUE SERA INTENSE (ELLE
S'EST OUVERTE CETTE SEMAINE, VOUS LE SAVEZ, PAR LE PREMIER CONTACT ENTRE LA
NOUVELLE ADMINISTRATION AMERICAINE ET LES PRINCIPAUX DIRIGEANTS EUROPEENS),
CE SONT SUR CES PROBLEMES DE FOND QUE NOUS PENSONS CONCENTRER NOTRE
ATTENTION ET NOTRE REFLEXION. POUR CE QUI EST DE LA PARTICIPATION A LA
CONFERENCE DE GENEVE, JE VOUS AI INDIQUE QUE LA FRANCE N'ETAIT PAS CANDIDATE
A CETTE PARTICIPATION, N'EN AVAIT PAS EMIS LE DESIR. SI, A UN STADE UTILE DES
DELIBERATIONS, LA PARTICIPATION DE LA FRANCE ETAIT SOUHAITEE, CELLE-CI BIEN
ENTENDU Y APPORTERAIT SON _CONCOURS. ET J'AI INDIQUE QUE JE PENSAIS QUE LA
CONTRIBUTION QU'UN PAYS COMME LA FRANCE, ET D'AILLEURS, SANS DOUTE, TEL OU
TEL PAYS EUROPEEN, POURRAIT APPORTER AU DEVELOPPEMENT D'UNE TELLE
CONFERENCE, APPARAITRAIT AU MOMENT OU CELLE-CI DEVRAIT DEBATTRE DU
PROBLEME DES GARANTIES. VOUS SAVEZ EN EFFET QUE NOUS SOMMES EN _FAVEUR DE

FRONTIERES QUI SOIENT GARANTIES POUR L'ENSEMBLE DES ETATS DE LA REGION. CE PROBLEME DES GARANTIES EST ESSENTIEL, ET LE MOMENT VENU, C'EST PROBABLEMENT SUR_CE_POINT QUE LA FRANCE ET SANS DOUTE SES PARTENAIRES EUROPEENS DOIVENT APPORTER LEUR CONTRIBUTION

̀ POLITIQUE ETRANGERE ̀ RELATIONS FRANCO - SAUDIENNES ̀ QUESTION INAUDIBLE. LE PRESIDENT.- JE VOUS DIRAIS QUE JE N'AI PAS A ME SUBSTITUER A LA DIPLOMATIE SAOUDIENNE, C'EST SON PROBLEME. NOUS AVONS PARLE DE CE SUJET COMME D'AILLEURS J'AI EU L'OCCASION D'EN PARLER DANS LE VOYAGE PRECEDENT, AVEC LES PLUS IMPORTANTS DIRIGEANTS ARABES. IL Y A UNE DEMARCHE DE LA DIPLOMATIE SAOUDIENNE QUI EST LA SIENNE, MAIS JE VOUS RAPPELLE QUE NOUS SOMMES, EN CE QUI NOUS CONCERNE, ET CECI SE TROUVERA DANS LE TEXTE, PARTISANS DE RECONNAITRE LE DROIT DE TOUS LES ETATS DE LA REGION A VIVRE EN PAIX DANS DES FRONTIERES SURES, RECONNUES ET GARANTIES

̀ POLITIQUE ETRANGERE ̀ RELATIONS FRANCO - SAUDIENNES ̀ QUESTION SUR LE DIALOGUE NORD-SUD. LE PRESIDENT.- ALORS, NOUS AVONS EGALEMENT PARLE BIEN ENTENDU DE LA RELANCE, ENFIN DE LA POURSUITE DU DIALOGUE NORD-SUD. ICI, C'EST ESSENTIELLEMENT UN PROBLEME DE CALENDRIER. VOUS SAVEZ QU'UNE CONFERENCE MINISTERIELLE AVAIT ETE PREVUE, QUE CELLE-CI DEVAIT SE TENIR A LA FIN DE L'ANNEE 1976. ET IL N'ETAIT PAS REALISTE DE LA REUNIR PARCE QU'A LA FIN DE 1976, UN DES PARTENAIRES QUI SE TROUVE AVOIR UN ROLE A JOUER DANS CETTE CONFERENCE, LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE, NE DISPOSAIT PAS D'UN GOUVERNEMENT QUI PUISSE LE REPRESENTER. DONC LA CONFERENCE MINISTERIELLE A ETE REPORTEE. EN MEME TEMPS, ON A ANNONCE QU'UNE REUNION DES PRINCIPAUX PAYS INDUSTRIALISES SE TIENDRAIT AU PRINTEMPS. BIEN ENTENDU CES REUNIONS N'ONT PAS LE MEME OBJET. CELLE DES PRINCIPAUX PAYS INDUSTRIALISES A POUR OBJET D'APPRECIER LA SITUATION ECONOMIQUE DANS LES PAYS INDUSTRIALISES ET DE VOIR QUELS EFFORTS PEUVENT ETRE ACCOMPLIS EN_COMMUN POUR AMELIORER OU STABILISER CELLE-CI. NEANMOINS, LES PAYS INDUSTRIALISES SE RENCONTRANT, IL EST VRAISEMBLABLE, IL EST MEME CERTAIN, QU'ILS ECHANGERONT LEURS VUES SUR LES RELATIONS ECONOMIQUES INTERNATIONALES ET LE DIALOGUE NORD-SUD. C'EST POURQUOI, SANS QUE CECI PRENNE LA FORME D'UNE PROPOSITION FORMELLE, NOUS AVONS ENCORE A NOUS EN ENTREtenir LES UNS AVEC LES AUTRES. IL NOUS A SEMBLE, A NOS PARTENAIRES SAUDIENS ET A NOUS-MEMES, QU'IL VAUDRAIT MIEUX QUE LE CALENDRIER SOIT TEL QU'IL Y AIT D'ABORD LA REUNION DES PAYS INDUSTRIALISES ET ENSUITE, A BREFS DELAIS, LA REUNION MINISTERIELLE DE LA CONFERENCE NORD-SUD

̀ POLITIQUE ETRANGERE ̀ RELATIONS FRANCO - SAUDIENNES ̀ QUESTION EN ANGLAIS SUR LES RECENTES DECISIONS DE L'OPEP. LE PRESIDENT.- NOUS AVONS DES PRINCIPES QUI CONSISTENT A TRAITER NOS PROBLEMES ET A LAISSER LES AUTRES TRAITER LES LEURS. L'IMPORTANCE DE NOTRE PRODUCTION DE PETROLE NE NOUS PERMET PAS DE PARTICIPER AUX DELIBERATIONS DE L'OPEP, ET DONC CECI EST LE PROBLEME DE L'OPEP. J'INDIQUE QUE NOUS AVONS MARQUE NOTRE APPRECIATION CONCERNANT LE PROBLEME DE LA FIXATION DU PRIX DU PETROLE SUR LE JUGEMENT PORTE PAR LES AUTORITES SAUDIENNES CONCERNANT L'_ETAT D'EQUILIBRE DE L'ECONOMIE MONDIALE ET LE FAIT QU'A L'HEURE ACTUELLE IL FALLAIT MARQUER LA PLUS GRANDE ATTENTION A N'ACCELERER NI LE PROCESSUS D'INFLATION NI LA SITUATION DE CRISE

̀ POLITIQUE ETRANGERE ̀ RELATIONS FRANCO - SAUDIENNES ̀ QUESTION INAUDIBLE. LE PRESIDENT.- JE ME PERMETS DE VOUS DIRE QUE JE NE CROIS PAS QU'A L'HEURE ACTUELLE IL FAILLE ENVISAGER UNE TELLE SOLUTION, QUE TOUS LES EFFORTS DE NOTRE DIPLOMATIE AUX UNS ET AUX AUTRES A POUR OBJET D'EVITER. JE CROIS QU'IL FAUT AU CONTRAIRE OUVRIR LA BRECHE DE LA PAIX. JE PENSE CONTRAIREMENT A UNE PARTIE DE L'OPINION OU DES OBSERVATEURS, QU'IL N'Y A AUCUNE RAISON, POUR

AUCUNE DES PARTIES INTERESSEES, D'IMAGINER QUE LES CHANCES DE PAIX SERAIENT OU PLUS GRANDES OU PLUS FAVORABLES DANS L'AVENIR. JE N'APERÇOIS AUCUN TYPE D'EVOLUTION QUI PERMETTE D'IMAGINER QUE LE DEBAT SUR LA PAIX SERAIT PLUS POSITIF EN 1978 OU EN 1979, QU'IL NE PEUT L'ETRE EN 1977. ET JE PENSE DONC QU'IL N'Y A PAS, COMME DANS D'AUTRES CIRCONSTANCES, A PRATIQUER UNE POLITIQUE D'ATTENTISME, EN IMAGINANT QUE L'ATTENTISME POURRAIT MIEUX SERVIR LA CAUSE DE LA PAIX. JE CROIS QU'A L'HEURE ACTUELLE, TOUS LES ELEMENTS OBJECTIFS DU DOSSIER SONT REUNIS, QUE LES OBSTACLES SONT RECENSES ET QUE NATURELLEMENT LES COMPROMIS SONT DIFFICILES, MAIS QUE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE, ET EN-PARTICULIER TOUS CEUX QUI AU-SEIN DE CETTE COMMUNAUTE SONT MUS EXCLUSIVEMENT PAR LE DESIR DE RECHERCHER DES SOLUTIONS JUSTES, CE QUI EST LA POSITION DE LA FRANCE DOIVENT OEUVRER POUR LA PAIX. CAR DANS CETTE AFFAIRE, ON DECRIT SOUVENT LA POSITION DE LA FRANCE COMME ETANT INSPIREE DE TEL OU TEL ESPRIT PARTISAN. CE N'EST PAS DU TOUT LE CAS. NOUS SOMMES EN_FAVEUR DE SOLUTIONS JUSTES ET GLOBALES, ET C'EST POURQUOI NOUS AVONS INDIQUE QU'UNE SOLUTION JUSTE NE POUVAIT PAS IGNORER LES REALITES DE LA REGION COMME MALHEUREUSEMENT, DANS LE PASSE, CERTAINS ONT PU L'IMAGINER. DONC JE VOUS REPETE QUE TOUS CEUX QUI SONT EN_FAVEUR D'UNE SOLUTION JUSTE DOIVENT OEUVRER EN 1977 POUR LE PROGRES VERS LA PAIX

̀ POLITIQUE ETRANGERE ̀ RELATIONS FRANCO - SAUDIENNES ̀ QUESTION SUR LA PARTICIPATION DE LA FRANCE A LA RECONSTRUCTION DU LIBAN. LE PRESIDENT.- OUI, EN EFFET, NOUS EN AVONS PARLE, ET D'AILLEURS CECI SERA MENTIONNE DANS LE COMMUNIQUE, NOUS AVONS ENVOYE DEUX MISSIONS SUCCESSIVES AU LIBAN POUR EVALUER A LA FOIS LES DOMMAGES SUBIS PAR CE PAYS EN MEME TEMPS POUR INVENTORIER LES POSSIBILITES DE RECONSTRUCTION. NOUS AVONS CONVENU DE NOUS CONCERTER AVEC LES AUTORITES SAUDIENNES POUR ELABORER LE PROGRAMME DE SOUTIEN DE RECONSTRUCTION DU LIBAN ET J'AI INDIQUE AU VICE-PREMIER MINISTRE, LE PRINCE FAHED, QUE NOUS LUI ENVERRIONS DIRECTEMENT A RIYAD LES RESULTATS DE NOTRE MISSION, DE FACON A EXAMINER EN_COMMUN CE QUI POURRAIT ETRE ENTREPRIS A CETTE FIN. NOUS AVONS PARLE EGALEMENT DE L'INDEPENDANCE DU TERRITOIRE FRANCAIS DES AFARS ET DES ISSAS, SUJET QUI SERA MENTIONNE DANS LE COMMUNIQUE, ET NOUS AVONS NOTE AVEC INTERET LE DESIR DU GOUVERNEMENT SAUDIEN DE FAIRE EN SORTE BIEN ENTENDU QUE L'INDEPENDANCE DU NOUVEL ETAT SOIT RESPECTEE ET EN MEME TEMPS SA VOLONTE D'APPORTER SON_CONCOURS A LA SOLUTION DES PROBLEMES D'ORGANISATION ET DE DEVELOPPEMENT DE CE NOUVEL ETAT

̀ POLITIQUE ETRANGERE ̀ RELATIONS FRANCO - SAUDIENNES ̀ QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, S'IL VOUS PLAIT, AU-COURS DE VOS CONVERSATIONS AVEC LES DIRIGEANTS SAUDIENS AVEZ-VOUS EU L'IMPRESSION QUE L'IMAGE DE MARQUE DE LA FRANCE ETAIT TERNIE PAR LES DIVISIONS ET LES RIVALITES PERSONNELLES, CAR VOUS AVEZ DIT HIER QUE LA FRANCE OFFRAIT TROP SOUVENT CE SPECTACLE. LE PRESIDENT.- NON, HEUREUSEMENT CAR VUE DE RIYAD, PERMETTEZ-MOI DE VOUS LE DIRE, LA FRANCE, C'EST LA FRANCE

̀ POLITIQUE ETRANGERE ̀ RELATIONS FRANCO - SAUDIENNES ̀ QUESTION SUR LA BALANCE DES PAIEMENTS. LE PRESIDENT.- OUI NOUS AVONS PARLE DE CE PROBLEME, ENCORE QUE, EN CE QUI CONCERNE LA FRANCE, NOUS NOUS ATTENDONS POUR 1977 A UNE SENSIBLE REDUCTION DU DEFICIT DE NOTRE BALANCE DES PAIEMENTS. MAIS NOUS AVONS PARLE DE CE PROBLEME ET IL A FAIT L'OBJET, HIER MATIN, D'UNE CONVERSATION APPROFONDIE ENTRE NOTRE MINISTRE CHARGE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES, MONSIEUR DURAFOUR ET LE MINISTRE SAUDIEN DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES, ET DES SOLUTIONS DU TYPE DE CELLES MISES EN_OEUVRE JUSQU'ICI, CONTINUERONT A ETRE ADOPTEES PAR L'ARABIE SAUDITE ET LA FRANCE

̀ POLITIQUE ETRANGERE ̀ RELATIONS FRANCO - SAUDIENNES ̀ QUESTION EN ARABE

POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - SAOUDIENNES ` QUESTION EN ARABE SUR LE PROBLEME DU PROCHE-ORIENT. LE PRESIDENT.- J'AI DEJA REPONDU TOUT A L'HEURE A CES DIFFERENTES QUESTIONS. JE RESUME : LA FRANCE EST FAVORABLE A UN EFFORT DE PAIX, ELLE CONSIDERE QUE LES CHANCES DE CET EFFORT, ET JE VOUS REPETE, SANS EN SOUS-ESTIMER LES DIFFICULTES, SONT AUSSI GRANDES EN 1977 QU'ELLES POURRONT L'ETRE DANS TOUTE PERIODE ULTERIEURE. SANS DOUTE CES CHANCES POURRAIENT ETRE CONCRETISEES A L'OCCASION DE LA REUNION D'UNE CONFERENCE DU TYPE DE LA CONFERENCE DE GENEVE, ENCORE FAUT-IL QU'ELLE SOIT AU PREALABLE SOIGNEUSEMENT PREPAREE. C'EST POURQUOI LA PHASE ACTUELLE DOIT ETRE UNE PHASE DE PREPARATION CONCERNANT, NON PAS LA REUNION DE LA CONFERENCE, COMME ON EN PARLE SOUVENT, MAIS LA RECHERCHE DES SOLUTIONS QUI POURRAIENT ETRE DEGAGEES PAR LA CONFERENCE. LA FRANCE, SI CECI ETAIT SOUHAITE AU MOMENT DE LA REUNION DE LA CONFERENCE, SERAIT PRETE A Y PARTICIPER, CE N'EST PAS UN ACTE DE CANDIDATURE, C'EST SEULEMENT UNE DISPONIBILITE DE LA FRANCE. NOTRE CONTRIBUTION ET CELLE DES PARTENAIRES EUROPEENS POURRAIENT ETRE APPORTEES SUR LE PROBLEME DES GARANTIES, ET JE VOUS LE REPETE, LE PROBLEME DES GARANTIES, IL N'Y A PAS _LIEU D'EN DEBATTRE PUBLIQUEMENT A L'HEURE ACTUELLE. MAIS IL EST ESSENTIEL, ET SI LA COMMUNAUTE EUROPEENNE D'UNE_PART ET LES PRINCIPALES PUISSANCES CONCERNEES D'AUTRE_PART, PRENAIENT DES ENGAGEMENTS PRECIS, DEFINISSANT LEUR COMPORTEMENT, POUR CE QUI EST L'ENSEMBLE DE LEURS ACTIONS, ECHANGES ET LIVRAISONS, A L'OCCASION D'UNE EVENTUELLE AGRESSION, JE SUIS PERSUADE QUE CES GARANTIES PESERAIENT D'UN GRAND POIDS SUR LA SECURITE DE CETTE REGION DU MONDE

` POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - SAOUDIENNES ` QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, AVEZ-VOUS PARLE AVEC LES SAOUDIENS DE LA SITUATION POLITIQUE EN EUROPE ET PLUS PARTICULIEREMENT EN ITALIE ET EN FRANCE ? LE PRESIDENT.- NON. C'EST POURTANT UN SUJET QUI INTERESSAIT BEAUCOUP MONSIEUR YAMANI.

` POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - SAOUDIENNES ` QUESTION SUR L'EVENTUALITE D'INVESTISSEMENTS CONJOINTS DANS DES PAYS TIERS. LE PRESIDENT.- OUI, IL EN A ETE QUESTION. ET VOUS VERREZ A CE SUJET DEUX CHOSES ENFIN, QUI SONT LES DERNIERES QUE JE MENTIONNERAI. IL EST PREVU DANS LE COMMUNIQUE QUE NOUS NOUS EFFORCERONS DE FACILITER LES INVESTISSEMENTS OU LES ACTIONS CONJOINTES. ET CES ACTIONS CONJOINTES, NOTAMMENT LA CREATION D'ENTREPRISES A PARTICIPATION, A LA FOIS SAOUDIENNE ET FRANCAISE, PEUVENT VISER DES REALISATIONS EN ARABIE SAOUDITE, OU AU CONTRAIRE DES ACTIONS DANS DES PAYS TIERS, NOTAMMENT EN AFRIQUE. A CET EGARD, NOUS NOUS REJOUISSONS DE L'INTERET PORTE PAR L'ARABIE SAOUDITE, NON SEULEMENT A LA PARTIE DE L'AFRIQUE QUI EST SA VOISINE, MAIS A L'ENSEMBLE DU CONTINENT AFRICAIN ET NOUS SOMMES DESIREUX DE CONDUIRE AVEC NOS PARTENAIRES SAOUDIENS DES ACTIONS DE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE. QUANT A L'ENERGIE SOLAIRE, ELLE FIGURE DANS NOTRE COMMUNIQUE COMME ETANT UN DES DOMAINES OUVERTS A LA COOPERATION FRANCO - SAOUDIENNE. CERTAINS CONTRATS D'ETUDE ONT ETE DEJA MIS AU-POINT. LES DEUX ORGANISMES SAOUDIEN ET FRANCAIS VONT ENTRER EN RAPPORT POUR RECHERCHER ENSEMBLE DES THEMES DE COOPERATION. C'EST POURQUOI J'AVAIS AMENE A RIYAD LE DELEGUE AUX ENERGIES NOUVELLES, MONSIEUR COLLI. NOUS PENSONS, QUE DE PART ET D'AUTRE, NOUS POURRONS PROFITER DE NOS EXPERIENCES RECIPROQUES DANS CE DOMAINE OU CERTAINEMENT DES RESULTATS TECHNOLOGIQUES PEUVENT ETRE ATTENDUS

` POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - SAOUDIENNES ` VOILA, JE TERMINERAI EN REMERCIANT LES AUTORITES SAOUDIENNES ET LE PEUPLE SAOUDIEN. JE VOUS DEMANDE DE NE PAS CONSIDERER QU'IL S'AGIT LA SEULEMENT D'UNE FORMULE DE POLITESSE, VOUS QUI AVEZ SUIVI CE VOYAGE ET QUI DONC AVEZ BENEFICIE COMME MOI

DE LA PARFAITE HOSPITALITE DES AUTORITES SAUDIENNES. JE VOUS DEMANDE EGALEMENT DE NOTER, VOUS QUI ETES DES OBSERVATEURS, LA CORDIALITE DE L'ACCUEIL DU PEUPLE SAUDIEN, VOUS AVEZ VU LES TRAVAILLEURS DANS LES RUES, SUR LES CHANTIERS, AU SOMMET DES MAISONS, LORSQU'ILS VOYAIENT PASSER LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE. POUR EUX, CELA REPRESENTAIT QUELQUE CHOSE. ET DE MEME HIER, DANS LA TRES REMARQUABLE UNIVERSITE DU PETROLE OU LES ETUDIANTS VIVENT LEUR VIE DE TOUS LES JOURS, VOUS AVEZ VU EGALEMENT COMMENT ILS ACCUEILLAIENT LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE. IL Y A DANS CETTE PARTIE DU MONDE, UN SENTIMENT D'AMITIE ET D'ESTIME POUR NOTRE PAYS. ET JE TIENS A ASSURER LES HAUTES AUTORITES DU ROYAUME DE L'ARABIE SAUDITE ET LE PEUPLE SAUDIEN, QUE CE SENTIMENT EST PARTAGE PAR LE PEUPLE FRANCAIS. J'AI INVITE S. M. LE ROI KHALED A SE RENDRE EN VISITE OFFICIELLE EN FRANCE. J'AI ETE HEUREUX D'ENREGISTRER SON ACCEPTATION. NOUS NOUS REJOUIRONNONS DE L'ACCUEILLIR, COMME L'ARABIE SAUDITE A ACCUEILLI LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE. JE VOUS REMERCIE